

France-Balma: Waste-treatment plant construction work

OJ S 93/2022 13/05/2022

Contract notice

Works

Legal Basis:

Directive 2014/24/EU

Section I: Contracting authority

I.1. Name and addresses

Official name: syndicat Mixte DECOSET

Postal address: 2 rue Jean Giono

Town: Balma

NUTS code: FRJ23 Haute-Garonne

Postal code: 31130

Country: France

E-mail: contact@decoset.fr

Telephone: +33 0562890341

Internet address(es):Main address: <http://www.decoset.fr>Address of the buyer profile: <http://www.marches-securises.fr>**I.3. Communication**

The procurement documents are available for unrestricted and full direct access, free of charge, at: <http://www.marches-securises.fr>

Additional information can be obtained from the abovementioned address

Tenders or requests to participate must be submitted electronically via: <http://www.marches-securises.fr>

Electronic communication requires the use of tools and devices that are not generally available. Unrestricted and full direct access to these tools and devices is possible, free of charge, at: <http://www.marches-securises.fr>

I.4. Type of the contracting authority

Body governed by public law

I.5. Main activity

Other activity: Gestion des déchets

Section II: Object

II.1. Scope of the procurement**II.1.1. Title**

marché pour la conception, la réalisation, l'exploitation et la maintenance d'un centre de tri des emballages ménagers

Reference number: 2022-05-09

II.1.2. Main CPV code

45222100 Waste-treatment plant construction work

II.1.3. Type of contract

Works

II.1.4. Short description

le contrat à attribuer est un marché global de performance au sens des articles L. 2171-3, R. 2171-2 et R. 2171-3 du code de la commande publique. Il revêt le caractère d'un marché public de travaux au sens de l'article L. 1111-2 du code de la commande publique. Il est relatif au projet de création et d'exploitation du centre de tri des emballages ménagers par DECOSET, sur le site de Bessières, Chemin des Turques, propriété de la communauté de communes Val Aïgo

II.1.5. Estimated total value

II.1.6. Information about lots

This contract is divided into lots: no

II.2. Description

II.2.2. Additional CPV code(s)

45222100 Waste-treatment plant construction work, 71323200 Plant engineering design services, 90500000 Refuse and waste related services, 90510000 Refuse disposal and treatment

II.2.3. Place of performance

NUTS code: FRJ23 Haute-Garonne

II.2.4. Description of the procurement

le marché comprend une tranche ferme et un tranche optionnelle. La tranche ferme comprend 3 phases d'exécution: 1-conception et réalisation du nouveau centre de tri. 2- exploitation / maintenance du centre de tri de Bessières. 3- exploitation et maintenance du nouveau centre de tri. La tranche optionnelle porte sur la poursuite de l'exploitation et maintenance du nouveau centre de tri, dans les mêmes conditions que la phase no3, pour une durée d'un (1) an reconductible une fois sur décision expresse du maître d'ouvrage

II.2.5. Award criteria

Price is not the only award criterion and all criteria are stated only in the procurement documents

II.2.6. Estimated value

II.2.7. Duration of the contract, framework agreement or dynamic purchasing system

Duration in months: 103

This contract is subject to renewal: no

II.2.9. Information about the limits on the number of candidates to be invited

Envisaged minimum number: 3 Maximum number: 4 Objective criteria for choosing the limited number of candidates:

l'Acheteur sélectionne les candidatures en fonction des critères suivants: 1-capacités professionnelles en matière de conception, de construction et d'exploitation d'ouvrages équivalents : 90% 1.1-références en conception et construction de centres de tri de déchets ménagers recyclables avec extension des consignes de tri de plus de 10 t/h : 40% 1.2-références d'architecte sur des ouvrages industriels de plus de 10 millions d'euros : 10% 1.3-références en maîtrise d'oeuvre d'opération de centres de tri de déchets en phase conception et / ou réalisation: 20% 1.4-références en exploitation de centres de tri de déchets ménagers

recyclables de plus de 30 000 t/an de complexité équivalente : 30%2-capacités financières : 10% 2.1-chiffre d'affaires cumulé des membres du groupement au regard du montant du marché: 60% 2.2-solidité financière du mandataire du groupement au regard du montant du marché : 40%

II.2.10. Information about variants

Variants will be accepted: no

II.2.11. Information about options

Options: yes

Description of options:

la tranche optionnelle porte sur la poursuite de l'exploitation et maintenance du nouveau centre de tri, dans les mêmes conditions que la phase no3, pour une durée d'un (1) an reconductible une fois sur décision expresse du maître d'ouvrage

II.2.13. Information about European Union funds

The procurement is related to a project and/or programme financed by European Union funds: yes

Identification of the project: feder

II.2.14. Additional information

Section III: Legal, economic, financial and technical information

III.1. Conditions for participation

III.1.1. Suitability to pursue the professional activity, including requirements relating to enrolment on professional or trade registers

List and brief description of conditions:

1- une lettre de candidature mentionnant l'identité du candidat, sa forme juridique et les pouvoirs de la personne habilitée pour l'engager ainsi que, le cas échéant, les habilitations nécessaires données au mandataire du groupement pour représenter ses membres lors de la passation du marché (papier libre ou formulaire Dc1 disponible à l'adresse suivante?: <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> dans sa version en date du 1er avril 2019 dument complétée?)2- une déclaration sur l'honneur attestant que le candidat ne fait pas l'objet d'une interdiction de soumissionner telle que définie aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du code de la commande publique notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail?;3- les documents permettant de justifier de la qualité du signataire à engager le candidat : - si le signataire est le représentant légal de l'opérateur économique : toute pièce (statuts de la société par exemple) justifiant la qualité de représentant légal de la société du signataire ; - si le signataire n'est pas le représentant légal de l'opérateur économique : un pouvoir signé par le représentant légal attestant de la capacité du signataire à représenter l'opérateur économique ; 4- une preuve de son inscription sur un registre professionnel, le cas échéant. Lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du candidat ne délivrent pas les documents justificatifs équivalents à ceux mentionnés ci-dessus, ou lorsque ceux-ci ne mentionnent pas tous les cas d'interdiction de soumissionner, ils peuvent être remplacés par une déclaration sous serment ou, dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de son pays d'origine ou d'établissement. L'Acheteur exige que les candidats joignent une traduction en français aux documents rédigés dans une autre langue qu'ils remettent en

application du présent article. Pour satisfaire à ces exigences, le candidat pourra utiliser, le cas échéant?: - les formulaires mis en ligne par la Direction des Affaires Juridiques et téléchargeables sur le site?: <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> OU - le Document Unique de Marché Européen (Dume) établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne. Celui-ci devra impérativement être rédigé en langue française

III.1.2. Economic and financial standing

List and brief description of selection criteria:

1-une déclaration sur l'honneur concernant, d'une part le chiffre d'affaires global et, d'autre part, le chiffre d'affaires concernant les prestations similaires à celles auxquelles se réfère la présente consultation, réalisés au cours des trois (3) derniers exercices par le candidat ou par les sociétés du groupe dont il se réclame des moyens financiers et opérationnels (dans ce second cas mentionner la raison sociale des sociétés concernées), dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ; Le candidat pourra utiliser à cet effet l'imprimé Dc2.2-Pour les opérateurs économiques pour lesquels l'établissement d'un bilan est obligatoire en vertu de la loi : les bilans ou extraits de bilan des trois (3) derniers exercices ou les équivalents pour les candidats étrangers non établis en France.3-La preuve d'une assurance en cours pour les risques professionnels pertinents

III.1.3. Technical and professional ability

List and brief description of selection criteria:

1-références pour des contrats ou projets similaires, en cours d'exécution ou exécutés ou au cours des cinq dernières années et/ou toutes autres références équivalente ou éléments d'informations susceptibles de démontrer l'aptitude à exécuter le contrat objet du présent règlement de consultation. 2-une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années. l'appréciation des capacités d'un groupement d'opérateurs économiques est globale. Il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des capacités requises pour exécuter le marché public.concernant les certificats et attestations demandées, le candidat peut fournir tout document équivalent d'un autre Etat membre de l'union européenne

Section IV: Procedure

IV.1. Description

IV.1.1. Type of procedure

Competitive procedure with negotiation

IV.1.3. Information about a framework agreement or a dynamic purchasing system

IV.1.5. Information about negotiation

IV.1.8. Information about the Government Procurement Agreement (GPA)

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement: yes

IV.2. Administrative information

IV.2.2. Time limit for receipt of tenders or requests to participate

Date: 10/06/2022 Local time: 14:00

IV.2.3. Estimated date of dispatch of invitations to tender or to participate to selected candidates

IV.2.4. Languages in which tenders or requests to participate may be submitted

French

IV.2.6. Minimum time frame during which the tenderer must maintain the tender

Duration in months: 6 (from the date stated for receipt of tender)

Section VI: Complementary information

VI.1. Information about recurrence

This is a recurrent procurement: no

VI.3. Additional information

les candidats sont invités à prendre connaissance du règlement de consultation pour disposer d'informations plus précises et complètes sur les modalités d'organisation de la procédure de passation du Marché au stade de la candidature (contenu des candidatures, modalités de remise du pli de candidature, mode de dévolution du marché à attribuer, critères de sélection et vérification des candidatures, etc.) mais aussi des offres. conditions de participation :Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard le 10 juin 2022 à 14h00. Le fuseau horaire de référence sera celui de (Gmt+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Conformément à l'article R2151-6 et R2151-7 du code de la commande publique, le soumissionnaire devra transmettre sa candidature ou son offre en une seule fois. conformément à l'article R2132-7 du code de la commande publique, les candidats doivent impérativement transmettre leurs plis par voie dématérialisée. Le candidat doit utiliser, pour le dépôt de sa candidature et de ses offres (initiale, intermédiaire(s) et finale), la plateforme marches-securises.fr ayant permis l'accès au Dce. Conformément à l'article R. 2132-11 du code de la commande publique, le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier

VI.4. Procedures for review

VI.4.1. Review body

Official name: tribunal administratif de Toulouse

Postal address: 68 rue Raymond IV

Town: Toulouse

Postal code: 31068

Country: France

Internet address: <http://Toulouse.tribunal-administratif.fr>

VI.4.3. Review procedure

Precise information on deadline(s) for review procedures:

1) le référé précontractuel (articles L.551-1 à L. 551- 12, et R.551-1 à R. 551-6 du code de justice administrative) peut être introduit jusqu'à la signature du contrat 2) le référé contractuel (L. 551-13 à L. 551-23, et R. 551-7 à R.551-10 du code de justice administrative) introduit après la signature du contrat dans un délai de 31 jours, à compter de la publication d'un avis d'attribution du contrat au Journal officiel de l'union européenne (Joue) ou dans un délai de 6 mois, à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat, si aucun avis d'attribution n'a été publié ou si aucune notification de la conclusion du contrat n'a été effectuée. 3) le recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat (CE, Ass, 4 avril 2014, Département de Tarn-Et-Garonne, req.no358994) introduit par tout tiers à un contrat administratif susceptible d'être lésé dans ses intérêts de façon suffisamment directe et certaine par sa passation ou ses clauses dans un délai de deux mois à compter de

l'accomplissement des mesures de publicité appropriées⁴) Lorsqu'il est saisi aux fins de prévenir une atteinte imminente ou faire cesser une atteinte illicite à un secret des affaires, le juge des référés peut prescrire toute mesure provisoire et conservatoire proportionnée, y compris sous astreinte. Il peut notamment ordonner l'ensemble des mesures mentionnées à l'article R. 152-1 du code de commerce (référé " secret des affaires " article R 557-3 du Cja) La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

VI.4.4. Service from which information about the review procedure may be obtained

Official name: tribunal administratif de Toulouse

Postal address: 68, rue Raymond IV

Town: Toulouse

Postal code: 31068

Country: France

VI.5. Date of dispatch of this notice

09/05/2022